

L'académie de Créteil est encore l'une des plus touchées du pays avec 577 emplois d'enseignants supprimés dans le 1^{er} et second degré, auxquels il faudrait rajouter les ETP (90) au titre des stages étudiants en M2, les 16 suppressions de postes administratifs, les 56 postes d'assistants de langue ainsi que des centaines de contrats aidés supprimés depuis septembre. Ce sont les élèves et les enseignants qui font les frais de ce que le ministère nomme «l'optimisation des moyens».

La répartition des moyens présentée à ce CTSD entérine et décline à l'échelle départementale la politique désastreuse de suppressions d'emplois du ministère de l'éducation nationale pour la cinquième année consécutive.

Cette répartition des moyens est la conséquence de la politique d'austérité du gouvernement menée au nom à la dette publique. Celle-ci a augmenté au moins de 17% du fait de la politique gouvernementale depuis 2007. Contrairement aux propos dominants la dépense publique est stable depuis plusieurs années (52,7% du PIB). C'est du côté des recettes, et donc de la politique fiscale du gouvernement, que ce trouve le problème : bouclier fiscal, niches fiscales¹, baisse du taux marginal d'imposition (taux d'imposition de la tranche de revenu le plus élevé)², laxisme envers la fraude vers les paradis fiscaux³. Nous n'inventons pas ces chiffres, ils viennent de rapports de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Ne pas investir dans l'éducation, et même pire détruire l'école est donc un choix politique et non une fatalité.

Dans le département, alors que les effectifs augmentent, les postes diminuent. La perte de 49 postes de Professeurs des Ecoles, se traduit par la fermeture de très nombreux postes de classes, RASED, CLAD et moyen lecture. Ce sont les enfants parmi les plus en difficulté qui vont en subir les conséquences.

Nous revendiquons :

- l'annulation des fermetures prévues : classes, RASED, CLAD, postes E, moyens lecture.
- des ouvertures de classes partout où c'est nécessaire, en particulier pour l'accueil des 3 ans et des 2 ans.

¹ Gilles CARREZ, député –Assemblée Nationale- Rapport d'Information déposé par la Commission des Finances 30 juin 2010.

Rapport d'information n°84 du sénateur Jean Jacques JEGOU

² 185 milliards d'€ auraient été perdus – chiffres 2009-.

³ 800 milliards de patrimoine financier serait caché dans les paradis fiscaux. Philippe CASTELNAU-LA TRIBUNE- 10 janvier.

- des RASED complets et des postes supplémentaires à la hauteur des besoins pour accueillir, éduquer et instruire les enfants.

Nous demandons que toutes les délégations, d'écoles et de RASED qui le demandent, soient reçues.

Nous ne voulons de la continuité d'une politique de destruction de l'école et la poursuite d'une situation déjà extrêmement dégradée.

Enfin, nous rappelons que les comités techniques ont un rôle consultatif et qu'à ce titre ils ne sauraient être réduits à une chambre d'enregistrement des diverses régressions dont le ministère nous gratifie.

Nous tenons à ce que les propositions des organisations syndicales soient prises en compte et qu'elles soient réellement consultées comme le prévoit le décret 2011-184 relatif au comité technique du 15 février 2011.

Pour toutes ces raisons, nous voterons contre la politique d'austérité que traduit cette répartition des moyens. Nous inscrivons ce vote dans la démarche unitaire « **Un plan d'urgence pour l'école publique en Val-de-Marne !** » et la manifestation contre l'Austérité du 15 février 2012. Manifestation qui se conclura par un rassemblement devant la Préfecture de Créteil à l'occasion du Conseil Départemental de l'Education Nationale.

Philippe BARRE et Jean CARROY
Représentants SUD EDUCATION au CSTD 94